

Nanterre, le

Arrêté n° 2023-DAJA-16

13 AVR. 2023

Le Président du Conseil départemental

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 3221-3, alinéa 4 ;
- Vu la délibération n° 2021-A du 1^{er} juillet 2021 portant élection du président du Conseil départemental ;
- Vu l'arrêté n° 2022-DAJA-057 en date du 20 octobre 2022 modifié par l'arrêté n° 2023-DAJA-11 du 12 avril 2023 portant organisation des services départementaux ;
- Vu l'arrêté n° 2021-DAJA-92a du 2 juillet 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Jérôme Dian, Directeur général des services ;
- Vu l'arrêté n° 2022-DAJA-045 du 9 septembre 2022 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Michel Rapinat, Directeur général adjoint, responsable du Pôle Solidarités et à Madame Laurence Hauck, adjointe au Directeur général adjoint ;

- ARRÊTE -

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 2022-DAJA-045 du 9 septembre 2022 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Michel Rapinat, Directeur général adjoint, responsable du Pôle Solidarités et à Madame Laurence Hauck, adjointe au Directeur général adjoint, est complété ainsi qu'il suit :

Direction de l'Autonomie

1. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Michel Rapinat, Directeur général adjoint, responsable du Pôle Solidarités, de Madame Laurence Hauck, adjointe au Directeur général adjoint, délégation de signature est accordée à **Madame Sabine Serre**, Directrice de l'Autonomie à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions, correspondances administratives, arrêtés, contrats et conventions à l'exclusion des documents suivants :

- rapports au Conseil départemental et à la Commission permanente ;
- arrêtés de nomination des personnels du Département ;
- engagements supérieurs à 90 000 € hors taxes.

2. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Michel Rapinat, Directeur général adjoint, responsable du Pôle Solidarités, de Madame Laurence Hauck, adjointe au Directeur général adjoint, et de Madame Sabine Serre, Directrice de l'Autonomie, délégation de signature est accordée à **Madame Thi Tran**, Directrice adjointe de l'Autonomie, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions, correspondances administratives, arrêtés, contrats et conventions à l'exclusion des documents suivants :

- rapports au Conseil départemental et à la Commission permanente ;
- arrêtés de nomination des personnels du Département ;
- engagements supérieurs à 90 000 € hors taxes.

3. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Michel Rapinat, Directeur général adjoint, responsable du Pôle Solidarités, de Madame Laurence Hauck, adjointe au Directeur général adjoint, de Madame Sabine Serre, Directrice de l'Autonomie, et de Madame Thi Tran, Directrice adjointe de l'Autonomie, délégation de signature est accordée aux **agents désignés ci-après**, dans la limite de leurs attributions et des engagements inférieurs ou égaux à 40 000 € hors taxes, à l'effet de signer les documents suivants :

1. Personnel

- décisions concernant les congés annuels, les RTT et autres autorisations d'absences (à l'exception des congés bonifiés).

2. Budget

- a) engagements des dépenses dans la limite des crédits inscrits au budget départemental ;
- b) liquidations des états, mémoires, factures et tous documents relatifs aux opérations de dépenses effectuées sur le budget départemental ;
- c) liquidations des recettes figurant au budget départemental ;
- d) certificats administratifs.

3. Marchés, Contrats et Conventions

- a) engagements juridiques des marchés, contrats et conventions, dont le montant est inférieur à 40 000 € hors taxes, ainsi que les actes relatifs à leur passation, leur gestion et leur exécution, à l'exclusion de l'avenant, de la décision ou de tout acte entraînant une augmentation du montant initial du marché ou de sa durée ;
- b) actes relatifs au contrôle de l'exécution et à l'évaluation des marchés, des contrats et des conventions avec les différents prestataires et partenaires du Département.

4. Protection des personnes vulnérables

- a) actes relatifs à la prévention et à la protection des adultes vulnérables ;
- b) contrats de prestations et actes relatifs à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement personnalisé (MASP).

5. Accueillants familiaux

- a) décisions relatives à l'agrément et à la formation des accueillants familiaux ;
- b) tout document relatif à l'évaluation pluridisciplinaire et au contrôle de la qualité de la prise en charge des personnes accueillies par les accueillants familiaux.

6. Etablissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS), lieux de vie et d'accueil, dispositif des particuliers accueillant des personnes âgées ou handicapées

- a) actes relatifs au contrôle administratif, budgétaire et financier et au fonctionnement (propositions budgétaires, visites de conformité...) des établissements et services ;
- b) actes relatifs à la vie des établissements et services : autorisation, extension, tarification, habilitation à l'aide sociale ;
- c) actes relatifs au contrôle de la qualité et du bon fonctionnement des établissements et services ;
- e) décisions et actes relatifs aux appels à projets ou à manifestation d'intérêt.

7. Prestations d'aide sociale légales et facultatives

- a) décisions individuelles d'attribution des prestations en matière d'aide sociale légale et facultative ;
- b) décisions relatives aux recours gracieux en matière d'aides sociales légales et facultatives ;
- c) décisions d'inscription hypothécaire ou portant mainlevée d'hypothèque.

8. Aide à la mobilité

- a) Titre Améthyste :
 - décisions et actes concernant les usagers ;
 - actes relatifs aux relations avec les prestataires et fournisseurs de services ;
 - actes relatifs au suivi des conventions ;
 - tout document relatif aux recours gracieux concernant les titres Améthyste.
- b) Programme d'aide à la mobilité (PAM) :
 - actes relatifs au PAM ;
 - bons de commandes relatifs au PAM ;
 - tout document relatif aux recours gracieux concernant le PAM.

9. Partenariats

- actes relatifs au suivi et à l'évaluation des conventions avec les acteurs concourant à la mise en œuvre de la politique sociale et médico-sociale départementale, notamment les CLIC, les coordinations gérontologiques et les associations œuvrant en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées.

10. Contrôles et lutte contre la fraude

- actes relatifs aux contrôles de mise en œuvre et d'utilisation des prestations en matière d'aide sociale légale et facultative relevant de la compétence du Département.

11. Droits d'accès au dossier social ou médico-social

- actes relatifs aux droits d'accès au dossier social ou médico-social par l'utilisateur concernant les décisions individuelles ou contrats individuels d'attribution, de révision, d'ajournement ou de refus des prestations sociales ou médico-sociales.

2.1 Service Contractualisation, Tarification et Contrôle des ESSMS

Rubriques 1 à 6

- **Madame Patricia Granger**, Cheffe du service Contractualisation Tarification et Contrôle des ESSMS.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia Granger et dans la limite de leurs attributions :

Rubriques 4 a) et 6

Par ordre de priorité, les agents suivants, chargés de la contractualisation et du contrôle des ESSMS Autonomie :

- Madame Marie-Pierre Deniau ;
- Madame Sylvie Buchot ;
- Madame Nadia Lakhouché ;
- Monsieur Frédéric Hangzaruk ;
- Madame Karine Pigeon ;
- Monsieur Xavier Atikossie ;
- Madame Naima Mendil ;
- Madame Pascale Chadru ;
- Madame Clotilde Pera ;
- Madame Pascale Dharreville, chargé de la tarification, de la contractualisation et du contrôle des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD).

2.2 Service Gestion des Prestations

Rubriques 1, 2, 3, 4, 7, 8, 9, 10 et 11

- **Monsieur Arnaud Bodin**, Chef du service Gestion des Prestations.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud Bodin et dans la limite de ses attributions :

Rubriques 1, 2, 3, 4, 7, 8, 9, 10 et 11

- **Madame Claire Fabre**, Adjointe au Chef du service Gestion des Prestations.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claire Fabre et dans la limite de leurs attributions :

2.2.1. Unité Instruction des prestations établissement

Rubriques 1, 2, 3, 4, 7, 10 et 11

- **Madame Ségolène Dumaine-Polti**, Cheffe de l'unité Instruction des prestations établissement.

2.2.2. Unité Versement

Rubriques 1, 2, 3, 4, 7 et 8

- **Madame Muriel Dauphin**, Cheffe de l'unité Versement.

2.2.3. Unité Aides à la mobilité

Rubriques 1, 2, 3, 4, 8, 10 et 11

- **Monsieur Kevin Sériné**, Chef de l'unité Aides à la mobilité.

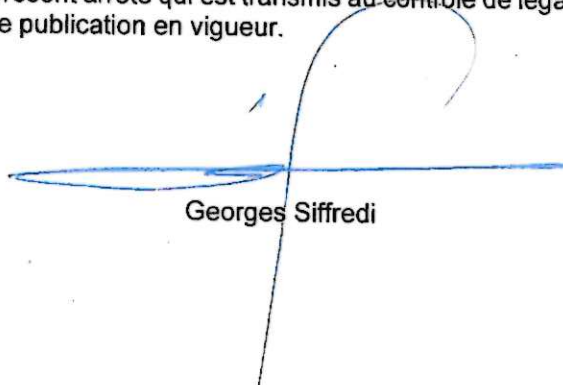
2.2.4. Unité Recouvrement et contrôle

Rubriques 1, 2, 3, 7, 8, 10 et 11

Dans l'attente du recrutement d'un chef d'unité Recouvrement et contrôle et dans la limite de ses attributions :

- **Madame Françoise Bouteillé**, adjointe au chef d'unité Recouvrement et contrôle.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur général des services du Département des Hauts-de-Seine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui est transmis au contrôle de légalité et rendu exécutoire suivant les modalités de publication en vigueur.



Georges Siffredi



Pour Ampliation
Le Chef du service des Affaires juridiques
Nicolas Aurières

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours qui doit être introduit dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2-4 boulevard l'Hautil, BP. 30322, 95027 Cergy-Pontoise Cedex.